

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROVENCE GRANULATS

Le Défens d'Embuis
83340 Le Cannet-Des-Maures

Références : D-UD83-2026-0162
Code AIOT : 0006401203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement PROVENCE GRANULATS implanté Le Defens d'Embuis 83340 Le Cannet-des-Maures. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement de la région PACA et dans le cadre d'une action régionale relative aux mesures de restrictions d'eau en périodes de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVENCE GRANULATS
- Le Defens d'Embuis 83340 Le Cannet-des-Maures
- Code AIOT : 0006401203

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Provence Granulats exploite une carrière de matériaux à sec, à ciel ouvert, autorisée par arrêté préfectoral du 6/12/2017 et complété par arrêté préfectoral complémentaire du 27/03/2026, au lieu-dit "Le Défens d'Embuis" sur le territoire de la commune du Cannet-des-Maures.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 83)	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article Art. 13 Tableau 2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 83)	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article Art. 13 Tableau 2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
2	Données de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/10/2017, article 11	Sans objet
3	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
6	Déclarations des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article art.2 pt IV	Sans objet
7	Exploitation du site	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 5.5-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats de l'inspection que les installations rentrent dans le cadre de l'adaptation des mesures de restrictions d'eau, fixé au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et au tableau 2 de l'article 13 de l'arrêté préfectoral cadre n°2025-65 du 01/07/2025.

L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique (PSH) de maîtrise des prélèvements d'eau. Les efforts de l'exploitant portent sur la maîtrise de son procédé de recyclage des eaux utilisées pour le lavage des matériaux extraits. Les eaux de pluies récupérées sur site sont également valorisées en arrosage des pistes.

Le PSH est cohérent avec les attendus de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et de l'arrêté cadre départemental du 01/07/2025. Le PSH de l'exploitant est cependant à compléter dans le cadre de l'utilisation de la version n°2 mise en place par la DREAL PACA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions régionales, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un schéma des réseaux du site dont la dernière mise à jour date du 22/08/2023. Ce schéma indique notamment l'origine et les usages de l'eau : - la position des arrivées d'eau (2 forages en nappes souterraines : forage dit "atelier" - code BSS 004QAWV - et forage dit "installation" - code BSS 004QAWR -) ; - la position des bassins de stockages d'eau (3) ; - les sens d'écoulements et les secteurs collectés ; - les compteurs (2) concernant les forages et sous-compteur interne (1) dédié à la centrale à béton ; - les installations utilisatrices d'eau et les installations de pré-traitement avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2017, article 11
Thème(s) : Actions régionales, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Le site est alimenté en eau par son réseau interne composé des deux forages visés à l'article 2. Des dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée sont mis en place par l'exploitant. Ces dispositifs doivent être relevés à minima une fois par mois et les résultats de ces mesures sont portés sur une registre. Constats : Les forages en nappe souterraine du site sont équipés de compteurs. Les relevés de ces compteurs sont réalisés mensuellement par l'exploitant conformément à son arrêté préfectoral. La fréquence des relevés est adapté, si nécessaire, en fonction des niveaux d'alerte (notamment hebdomadairement en période de crise). Pour l'année en cours, à la date du 28/02/2026, le prélèvement s'élève à 3476 m3 (3315 m3 pour le forage dit "installation" et 161 m3 pour le forage dit "atelier"). Le prélèvement maximal autorisé par l'arrêté préfectoral du 6/12/2017 est fixé à 18 000 m3/an. L'exploitant a déposé, par dossier de porter à la connaissance du préfet daté du 23/01/2025, une demande d'augmentation des prélèvements autorisés. Un arrêté préfectoral complémentaire daté du 27/03/2026 porte le prélèvement autorisé à 55 000 m3/an. L'exploitant a déclaré un volume prélevé de 33 386 m3 pour l'année 2025 (données GEREP), identique aux données figurant dans son rapport annuel d'exploitant transmis à l'inspection des installations classées. L'eau est utilisée dans les procédés de lavage des matériaux extraits, de nettoyage des installations et pour l'arrosage des pistes, Le recyclage est privilégié au niveau de chaque poste d'utilisation afin de limiter et réduire la plus possible la consommation d'eau. Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1
Thème(s) : Actions régionales, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions
Prescription contrôlée : Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site Alerte : - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 % - Registre journalier à disposition des services de contrôle. Alerte renforcée : - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 % - Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.

<p>- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)</p> <p>Crise : Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut. Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.</p> <p>Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La commune du Cannet-des-Maures est concerné par l'arrêté cadre inter-départemental (ACI) du 26/06/2024 relatif à la gestion et à la préservation de la ressource en eau stockée dans les systèmes Serre-Ponçon, Sainte-Croix/Castillon et Saint Cassien en période de pénurie. L'ACI identifie la commune du Cannet-des-Maures au sein du système Sainte-Croix/Castillon et désigne les eaux issues de ce système. Le site prélève des eaux issues de la masse d'eau souterraine FRDG169 qui n'est pas concernée par ce système. L'annexe 1 de l'ACI qui fixe les mesures de restriction des usages de l'eau associé au niveau d'alerte n'est pas applicable au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 83)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article Art. 13 Tableau 2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Alerte renforcée : - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 % -Registre journalier mis à disposition des services de contrôle. - Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)</p> <p>Crise : Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut. Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.</p> <p>Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023 Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations</p>

classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

L'exploitant a mis en place et présenté à l'inspection son plan de sobriété hydrique (PSH). Ce PSH donne une vue d'ensemble de la gestion de l'eau sur le site de l'exploitant.

Le site n'est pas répertorié parmi les établissements prioritaires de la région PACA. Le plan présenté comporte notamment un diagnostic des consommations d'eau du site et son évolution, ainsi que le recensement des actions de réduction et de diminution des prélèvements en fonctionnement courant et en cas de situation hydrologique déficitaire.

Eu égard à l'installation d'une centrale à béton en 2023 et à la nécessité de procéder à un lavage des matériaux extraits notamment en raison des exigences normatives, l'exploitant a déposé, par dossier du 23/01/2025, une demande d'augmentation des volumes prélevés. Selon les informations délivrées par l'exploitant et constatées sur le terrain, la nature du gisement se caractérise par une forte teneur en argile ce qui implique un lavage renforcé des matériaux extraits. Des volumes d'eau plus importants que sur des gisements de meilleure qualité sont donc nécessaires. Le lavage des matériaux est considéré par l'exploitant comme la meilleure alternative au chaulage, procédé abandonné par l'exploitant.

La consommation d'eau du site peut, de fait, varier d'une année sur l'autre, en lien avec la qualité du gisement rencontré et la pluviométrie, rendant la séparation des argiles plus difficile.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 27/03/2026 a été signé par l'autorité préfectorale, portant le prélèvement maximal à 55 000 m³/an.

L'usage principal de l'eau sur le site est destiné au lavage des matériaux extraits, à la fabrication du béton et à l'abatage des poussières.

Les ressources en eau sont constituées de deux captages en eau souterraines dans la masse d'eau FRDG 169. Les consommations sont suivies au travers de 2 compteurs (1 par forage) et un compteur interne (consommation de la centrale à béton).

Le forage dit "atelier" alimente la centrale à béton et en tant que besoin le lavage des engins.

Le forage dit "installations" alimente le procédé de lavage des matériaux qui représente, selon l'exploitant, 95 % des besoins du site. Le réseau de lavage des matériaux comprend 2 cuves tampon de 100 m³ chacune.

L'eau utilisée pour le procédé de lavage des matériaux est recyclée. Le taux de recyclage est estimé à 97 % pour 450 m³ d'eau circulant en circuit fermé. Ce taux est considéré par l'exploitant comme l'un des meilleurs dans le département.

L'exploitant suit un indicateur permettant de vérifier les consommations en s'appuyant notamment sur le suivi des consommation d'eau par tonne de matériaux traitée. Selon les données transmises par l'exploitant, le site a besoin de 46 L d'eau pour traiter 1000 kg de matériaux extraits, ce qui correspond, selon l'exploitant à l'indicateur le plus bas du département. Les installations de production de béton fonctionnent en dehors du circuit fermé et utilisent un ratio de 350L d'eau par m³ de béton produit. Le lavage des outils industriels (malaxeur, toupies) est réalisé en circuit fermé, via des bassins de récupération/décantation.

Lors de la visite d'inspection, aucune fuite n'a été observée par l'inspection des installations classées sur le réseau d'eau.

<p>L'examen de l'évolution des consommations des années passées (2009 à 2025) indique globalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une augmentation des consommations à partir de 2020, induite notamment par le changement de stratégie de lavage des matériaux nécessaire au maintien de la qualité des matériaux commercialisés et la mise en place d'une centrale à béton sur le site ; - une stabilisation des prélèvement depuis 2023 aux alentours de 33 000 m3/an ; - une baisse des prélèvements entre 2024 et 2025 de 9 %.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Selon l'ACD du 1/07/2025, l'exploitant doit utiliser un PSH dont le contenu est fixé par l'IIC. Le PSH présenté correspond à la version 1 mise en place par l'IIC. La version 2 du PSH sera transmise à l'exploitant par l'IIC par envoi dématérialisé en annexe au présent rapport.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire évoluer son PSH au regard du contenu fixé dans la version 2. Par ailleurs, les informations suivantes devront figurer dans ce PSH :</p> <ul style="list-style-type: none"> - localisation des prélèvements ; - référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - fréquence des relevés ; - variabilité saisonnière ; - détailler les postes de prélèvements et postes de consommations ; - renseigner le tableau des indicateurs de production ; - détailler les efforts réalisés, notamment les recherches de fuites, les postes sur lesquels les besoins en eau ont été réduits au maximum avec les volumes correspondants, en mentionnant les investissements réalisés par postes (lavage des granulats, presse à boues, bassins de récupération des eaux de ruissellements...).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 5 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 83)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article Art. 13 Tableau 2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site</p> <p>Alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 % - Registre journalier à disposition des services de contrôle. <p>Alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 % - Registre journalier mis à disposition des services de contrôle. - Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté

Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.

Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. Le PSH permettra notamment d'identifier les activités exemptées de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel (AM) du 30 juin 2023 ainsi que des établissements répondant aux dispositions des arti 3.2 et 3.3 dudit arrêté ministériel.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d'eau moyen journalier »

Art. 2-II de l'AM du 30 juin 2023 :

« II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »

Constats :

L'arrêté cadre départemental (ACD) du 01/07/2025 relatif à la gestion des périodes de sécheresse pour le département du Var définit, pour le département du Var, un dispositif de mesures et de contrôles pour faire face aux conséquences de sécheresse et de pénurie d'eau. Cet arrêté est fondé sur un zonage géographique qui entraîne des mesures de limitation des usages par zone. Concernant les eaux souterraines, l'arrêté fixe deux zones :

<p>- zone nappe alluviale de la basse vallée de l'Argens ;</p> <p>- zone nappe alluviale de la Giscle-Môle.</p> <p>L'annexe 1 de l'arrêté fixe le zonage des zones sécheresse et l'annexe 2 fixe la répartition des communes par zone sécheresse.</p> <p>La commune du Cannet-des-Maures se situe dans la zone sécheresse "eaux superficielles". Cependant, en cas de sécheresse, l'ensemble des prélèvements est concerné par les prescriptions du tableau 2 de l'article 13 de l'ACD - partie consacrée aux ICPE.</p> <p>A ce titre, l'exploitant a mis en place un PSH, tel qu'exigé au point 2 - usage de l'eau ICPE - du tableau 2.</p> <p>La mise en place d'un PSH permet d'adapter les réductions fixées par l'ACD du 1/07/2025 et par l'arrêté ministériel du 30/06/2023, sous réserve que, dans le cas de cet établissement (point 2 et 3 de l'article 3 de l'arrêté du 30/06/2023), les installations aient réduit leur prélèvement d'au moins 20% depuis le 1/01/2018 ou utilisent au moins 20 % d'eaux recyclées dans leur procédés.</p> <p>Au vu des informations transmises par l'exploitant et de l'examen du PSH, le site remplit les conditions relative à l'utilisation d'eau recyclée (taux de recyclage établi à 97 % dans le procédé de lavage des matériaux, avec un besoin en eau établi à 49 l pour 1 000 kg de matériaux traités). Concernant la réduction des prélèvements, ce point doit être regardé en considérant l'évolution du site, notamment la mise en place d'une centrale à béton et la nécessité normative de la qualité des matériaux commercialisés.</p> <p>L'évolution de la consommation du site devra être suivie dans le temps afin de confirmer l'atteinte, par l'exploitant, de l'optimisation des moyens de production.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A l'occasion de la mise en œuvre du PSH version 2, l'exploitant devra renseigner le point II 2 : "recensement des actions de réductions [...] en cas de situation hydrologique déficitaire ", notamment en situation d'alerte et en situation de crise (exemples : interdiction de lavage des engins, relevé des compteurs hebdomadaires, possibilité de limiter la production si nécessaire...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Déclarations des prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article art.2 pt IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Volumes prélevés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un cadre de surveillance GIDAF depuis le 01/01/2024 relatif au suivi des volumes d'eaux prélevés concernant les deux forages utilisés sur son site (forage dit "atelier" et</p>

forage dit "installations"). Les crises de 2022 et 2023 n'ont ainsi pas pu faire l'objet des déclarations requises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 5.5-8
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite à sec selon le schéma de phasage annexé au présent arrêté [...].
Constats : La planche photographique en annexe 1 du présent rapport rend compte de l'état de l'avancement de l'exploitation au jour de l'inspection. La phase 1 est en cours de remblaiement. L'exploitation qui est menée à sec se poursuit selon le phasage prévisionnel (=phase 2) .
Type de suites proposées : Sans suite